

## Les Amériques en novembre 2000

### Les élections dans l'ALÉNA

Phénomène inusité, l'année 2000 aura été année d'élection dans les trois pays de l'ALENA, soit le Canada, les États-Unis et le Mexique. Si les résultats sont connus pour le Canada et le Mexique, le mélomélisme constitutionnel aux États-Unis est loin d'avoir été résolu. Étant donné les délais nécessaires à la nouvelle administration présidentielle pour mettre en place son personnel politique et faire accepter les nominations par le Congrès aux postes clés, dont celui de représentant au commerce, on peut doré et déjà se demander si le Sommet de Québec qui doit faire prendre aux négociations en cours un nouveau tournant avec à la table des discussions les projets d'accord contenant les positions des uns et des autres, ne risque pas d'être quelque peu désorganisé par l'impréparation de l'équipe américaine, ce qui vient s'ajouter aux incertitudes créées par les évolutions de la conjoncture économique et politique dans nombre de pays d'Amérique latine. On se rappellera à cet égard que l'on n'a pas manqué de pointer du doigt la pathétique élection de Mike Moore à la tête de l'OMC et le manque évident de préparation des dossiers par l'organisation internationale comme ayant été l'une des causes de l'échec de la troisième conférence ministérielle à Seattle en décembre 1999. Toujours est-il que l'imbroglio qui règne actuellement aux États-Unis quant à l'issue du scrutin et le fait que, quel que soit le vainqueur, la présidence risque de sortir très affaiblie, tant vis-à-vis du Congrès que sur la scène internationale, tout cela est loin d'être de très bonne augure pour les négociations commerciales en cours ou à venir, surtout à un moment où les perspectives économiques sont pour les États-Unis beaucoup moins bonnes qu'elles ne l'étaient il y a un an et que, de son côté, la Banque des règlements internationaux évoque en termes feutrés mais clairs, l'existence d'un "malaise" sur les marchés financiers.

### Canada

\* Les élections du 27 novembre au Canada ont souri au Parti libéral de Jean Chrétien, dont c'est le troisième mandat consécutif, avec 40,8 % des voix. Selon certains commentateurs politiques, la manoeuvre de M. Chrétien, qui a prématurément convoqué les électeurs aux urnes alors qu'il disposait de deux années encore devant lui, préparerait la voie à Paul Martin comme prochain premier mandataire, tout en minant entre temps la popularité possible du candidat conservateur de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, qui a réalisé un score relativement élevé de 25,5 % des voix. Les Libéraux ont gagné de nouveaux sièges au Parlement, et ont enregistré d'importantes avancées en Ontario, au Québec et dans les provinces atlantiques. La Chambre des communes est maintenant divisée entre une franche majorité libérale (172), suivie de 66 sièges occupés par l'Alliance, 38 par le Bloc Québécois, une maigre douzaine pour ce qui reste du Parti Conservateur progressiste, et 13 voix pour les Néo-démocrates. Le départ de M. Lloyd Axworthy aux Affaires extérieures et le démantèlement du MAÉCI en deux sections plus clairement différenciées donne des signaux peu équivoques sur les orientations de la politique internationale du Canada : moins de sécurité humaine et de "nouvelle diplomatie" incluant une batterie d'acteurs non-gouvernementaux, mais plus d'appétit en matière de commerce. Une politique commerciale plus volontariste dans les Amériques ne serait, quoi qu'il en soit, pas inappropriée, ne serait-ce que pour donner vigueur aux ambitions canadiennes de déployer un véritable "partenariat" économique et politique dans l'hémisphère par-delà les États-Unis.

\* Dans la version préliminaire de ses Perspectives économiques, l'OCDE note avec satisfaction que la croissance économique, stimulée par le rebond de l'économie américaine et la hausse des cours mondiaux des produits de base, a été plus forte que prévue et devrait se situer autour de 4,7 % cette année. Selon l'organisme, le taux de chômage devrait être de 6,7 % en 2000, l'inflation, en légère hausse, de l'ordre de 1,7 %, et l'augmentation du revenu réel disponible des ménages de 6,1 %. À la différence de ce que l'on observe aux États-Unis, le taux d'épargne des ménages a légèrement augmenté

cette année, pour atteindre 6,1 % du revenu disponible (5,4 % en 1999) et la balance des opérations courantes devrait enregistrer, grâce aux excellents résultats commerciaux, un solide excédent, le premier depuis plusieurs années, de l'ordre de 1,8 % du PIB, encore qu'en termes réels, la balance extérieure se soit légèrement dégradée par rapport à 1999. Autre signe de satisfaction pour l'OCDE, le budget fédéral, profitant d'une conjoncture économique favorable, continue d'afficher d'importants excédents, et l'on prévoit que pour l'année en cours, le solde financier pour l'ensemble des administrations publiques devrait être une nouvelle fois fortement excédentaire, de l'ordre de 2,5 % du PIB, avec le résultat que la dette publique, cependant jugée encore trop élevée (plus de 100 % du PIB), continue de baisser. Les craintes de l'organisme sont les mêmes que pour les Etats-Unis et le Mexique : avec une économie fonctionnant près de la pleine capacité et une demande excédentaire, les risques de voir l'inflation gagner du terrain, sont grands, ce qui pourrait entraîner un durcissement (souhaité) de la politique monétaire. Il faut cependant relever que, malgré les très bons résultats affichés depuis la reprise de 1992, l'économie canadienne affiche sur à peu près tous les plans (croissance, emploi, inflation, productivité, investissements étrangers etc.), les comptes extérieurs faisant exception, une performance en deçà de celle des Etats-Unis. (*Perspectives économiques de l'OCDE* : <http://www.oecd.org/index-fr.htm>)

\* Le 13 novembre dernier, un panel d'arbitres a rendu une décision concernant la poursuite qu'intentait la compagnie américaine S.D. Myers envers le Canada. La poursuite portait sur la conformité d'une interdiction d'exporter des déchets de BPC aux États-Unis émise par le gouvernement canadien avec les articles 1102 (traitement national), 1105 (normes minimales de traitement), 1106 (obligations de résultats) et 1110 (expropriation) de l'ALÉNA. Le panel a trouvé le gouvernement coupable d'avoir violé ses obligations en matière de traitement national et de normes minimales de traitement, mais ne s'est pas prononcé sur l'indemnisation que le gouvernement devra verser à S.D. Myers, préférant régler cette question lors d'une décision prochaine. Le panel n'a cependant donné raison à la compagnie Myers que sur deux des quatre points en litige et qu'il a donné raison au gouvernement canadien sur le point le plus important, l'expropriation. On consultera à ce sujet la note de Rémi Bachand que le GRIC a mis en ligne dans la série Notes et Études. (Que penser du résultat de la poursuite S. D. Myers contre le Canada, Notes et Études, 08-00, novembre 2000, <http://www.unites.uqam.ca/gric/index.htm>)

## États-Unis

### \* Économie

L'économie des États-Unis montre des signes de ralentissement, le Produit intérieur brut ayant enregistré un taux de croissance de seulement 2,7 % au troisième trimestre de 2000, un déclin si comparé aux 4,8 % et 5,6 % des trimestres précédents. Le taux de croissance économique devrait se situer autour de 5 % cette année, ce qui est un résultat fort envié compte tenu du fait que l'économie américaine connaît actuellement le plus long cycle de croissance de son histoire. Les analystes attribuent cet "atterrissage en douceur" à la hausse des prix internationaux du pétrole et aux tensions dans diverses zones orientales. Malgré le déclin relatif du taux de croissance, le Secrétariat du Trésor prévoit rembourser jusqu'à 23 milliards \$ É.U. aux investisseurs détenteurs de titres publics ; pour la première fois depuis trente ans, le gouvernement n'empruntera pas pour clore ses comptes d'ici le 31 décembre. Cela dit, l'économie américaine aura connu ces dernières années une croissance exceptionnelle, stimulée autant par la nouvelle économie, les investissements productifs et la croissance de la productivité que par les investissements internationaux, le tiers environ de tous les investissements directs dans le monde depuis cinq ans. La croissance a, en retour, stimulé l'emploi (le taux de chômage est de 4 % pour l'année en cours, contre 6,7 % au Canada), fait progresser le revenu disponible des ménages (en hausse, en termes réels, de 3 % cette année), et largement contribué au rééquilibrage des finances publiques, l'excédent financier de toutes les administrations publiques devant être de l'ordre de 2,3 % du PIB cette année. La seule ombre au tableau, et elle est de plus en plus menaçante, c'est l'énorme déficit commercial qui devrait atteindre le chiffre mirobolant de 450 milliards de dollars cette année, soit 4,5 % du PIB. La dette extérieure nette des Etats-Unis devait atteindre un autre chiffre mirobolant cette année : 2 000 milliards \$ É.-U.

Même si l'administration Clinton fait tout ce qui est en son possible pour minimiser l'ampleur du problème et que, les institutions économiques internationales, curieusement peu bavardes sur le sujet, évitent de jeter de l'huile sur le feu, tout le monde en convient, le déficit commercial des Etats-Unis n'est pas soutenable et qu'à un moment ou à un autre la situation pourrait se retourner brutalement. La commission, présidée par Murray Weidenbaum, qui avait été mise sur pied pour étudier les causes et les conséquences du déficit commercial et proposer des recommandations à cet effet, vient d'ailleurs de présenter le 14 de ce mois son rapport final. (<http://www.usdrc.gov/reports/reports.html>). On peut d'ailleurs se demander ce qu'il adviendra de ce rapport et si des suites lui seront données tant les positions entre les Démocrates et les Républicains sont tranchées, et que peu de propositions concrètes sont présentées. La division marquée du Congrès entre les deux partis, avec un parti Démocrate qui risque de faire davantage bloc que le parti Républicain, n'est pas non plus de nature à aider l'administration à prendre des mesures, sinon qu'il y a tout lieu de penser que l'approche résolument pro-libre-échangiste et pro-globalisation de l'administration sortante risque d'être sérieusement remise en question. L'opinion publique américaine penche d'ailleurs dans ce sens. Les sondages le montrent clairement : tout en reconnaissant les avantages de la globalisation et le lien entre celle-ci et la prospérité de l'économie américaine, l'opinion publique, les hommes d'affaires faisant exception, estime que les politiciens ne prennent pas assez en compte les intérêts des travailleurs, que les effets négatifs de la globalisation, en termes d'emplois perdus et de délocalisation, sont plus importants que ceux-ci ne veulent le laisser croire, que les importations font perdre de nombreux emplois, que les institutions économiques internationales ne respectent pas les intérêts des Etats-Unis, et plus grave encore, qu'il n'est pas opportun d'accorder la procédure accélérée (*fast track*) à l'exécutif. Profitant du climat général de prospérité, l'administration Clinton est parvenue à contenir les critiques et les pressions protectionnistes, ce qui lui a permis de s'engager toujours plus en avant dans un libre-échange agressif, ce dont témoigne le fait que plus de 300 accords commerciaux de tous ordres ont été signés depuis 1993. (Voir à ce site le site du représentant au Commerce : <http://www.ustr.gov> ). Il n'est pas sûr que dans un contexte économique plus difficile et sortant affaibli de l'élection présidentielle, le prochain exécutif ait la même chance.

Quoi qu'il en soit, on notera surtout dans le rapport Weidenbaum le profond fossé qui sépare maintenant Démocrates et Républicains. Sur les causes du déficit, les Républicains considèrent que les politiques des autres pays sont discriminatoires envers les Etats-Unis, mais que celles-ci ne sont pas pour autant la cause principale du déficit. Pour eux, ce sont les facteurs macro-économiques, la faiblesse de l'épargne, la confiance des investisseurs étrangers et la désynchronisation des cycles en particulier, qui en sont la cause, les importations stimulées par la demande intérieure et la hausse du dollar étant pointés du doigt. On retrouve ici un argument défendu par l'administration actuelle, de même que par la Réserve fédérale. (Voir notamment les remarques du Gouverneur Edward Gramlich sur l'épargne et l'investissement: <http://www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2000/20000420.htm>). Ce à quoi vient s'ajouter la perte de crédibilité et le leadership affaibli des Etats-Unis faute pour l'administration d'avoir en main la procédure accélérée. Pour les Démocrates au contraire, les causes seraient plus profondes. Il y a tout d'abord les facteurs à long terme, au nombre de 7 : les relations commerciales inégales avec les autres partenaires commerciaux, les pratiques prédatrices de leur part (dumping par exemple), le subventionnement des exportations et des investissements, les délocalisations à l'étranger des emplois par les FMN, la perte de compétitivité de l'économie américaine, la faiblesse des standards sociaux et environnementaux dans nombre de pays, et la faiblesse de l'épargne américaine. Quant aux facteurs plus conjoncturels, ils sont au nombre de trois ; prix élevé du pétrole, un dollar qui a vu sa valeur augmenter de 25 % depuis 1995, et une croissance économique faible partout ailleurs. Au niveau des solutions, peu de propositions originales, sinon que les deux camps en appellent à plus de fermeté et d'agressivité dans la conduite de la politique commerciale, à la relance des négociations commerciales multilatérales et à la défense des intérêts et des valeurs américaines dans les institutions internationales. Et comme il se doit, les Républicains demandent plus de liberté économique, des négociations commerciales qui se cantonnent à leur objet et moins de fiscalité pour stimuler à la fois l'épargne, l'investissement et l'innovation, tandis que les Démocrates souhaitent plus d'intervention économique, une plus grande prise en considération des intérêts des travailleurs, à travers le renforcement des programmes d'assistance et de transition notamment, plus de protection pour les industries menacées, et des accords commerciaux qui incorporent des clauses en matière de travail, d'environnement et de droits de la personne.

On notera par ailleurs que, conformément à ce que demandait l'OMC, le président Clinton est parvenu à faire modifier par le Congrès à la mi-novembre, la législation FSC (*Foreign Sales Corporation*). Condamnés à deux reprises par l'OMC pour subventionnement déguisé des exportations, les États-Unis étaient mis dans l'obligation de changer leur législation. La loi accordait des privilèges fiscaux exorbitants aux entreprises américaines qui faisaient transiter par un simple jeu d'écriture leurs exportations vers des filiales à l'étranger, le plus souvent dans des paradis fiscaux. La nouvelle législation ne change pas grand chose, voire aggrave la situation présente aux dires de la Commission européenne. Cette dernière, qui demande d'appliquer des sanctions sur un volume de commerce de 4 milliards de \$ É.-U. environ, n'entend pas en rester là. Les deux parties tentent d'éviter une nouvelle guerre commerciale et sont convenues de demander à nouveau l'avis de l'OMC sur le sujet, ce qui pourrait traîner jusqu'au milieu de l'année prochaine.

### \* Élections

Les élections aux États-Unis ont fait d'abord sourire, puis bâiller plus d'un; jusqu'à l'hebdomadaire *The Economist* a cédé à la tentation du persiflage en commentant le 18 novembre que le "garant mondial de la démocratie" était maintenant en délicate posture pour faire la leçon ailleurs que chez soi, pour ensuite éditer des chroniques ennuyées sur le "soap-opera" interminable du vote de la Floride. De malicieux diplomates d'Amérique latine auraient aussi suggéré à Washington que l'Organisation des États américains (OÉA) pourrait être invitée à intervenir pour superviser l'imbroglie constitutionnel et électoral en Floride. Après les élections du 7 novembre, les États-Unis n'ont en effet toujours pas de président.

La saga électorale pour les vingt-cinq votes électoraux de la Floride qui décideront de l'issue de l'élection présidentielle se poursuit, depuis que la Cour Suprême de l'État de Floride a bloqué unanimement à la mi-novembre l'annonce du résultat du vote par la Secrétaire d'État, Katherine Harris. La Cour a brusquement décidé peu avant l'Action de Grâce d'acquiescer à la requête démocrate relative au recomptage manuel des ballots disputés pour raison d'irrégularités, mais le Congrès a riposté aux derniers jours de novembre en certifiant l'élection de George Bush. En vertu de statuts fédéraux, les États auraient en effet l'entière primauté légale pour résoudre tout litige électoral. Ce n'est plus nécessairement le cas maintenant que la Cour Suprême des États-Unis a accepté pour la première fois dans l'histoire des États-Unis d'entendre le litige électoral impliquant les pouvoirs juridique, législatif et exécutif de l'État de Floride, dans lequel on se perd à vouloir savoir qui de Bush ou Gore est le plaignant, puisque chacun présente une poursuite constitutionnelle propre. La Cour doit maintenant décider qui des pouvoirs judiciaire ou législatif d'un État a préséance en matière électorale.

Ainsi, et après de nombreuses querelles légales impliquant une variété d'acteurs de toutes allégeances partisans et tous niveaux confondus, la situation ne paraît aujourd'hui guère moins confuse. L'issue des élections aux États-Unis doit cependant être résolue dans l'État de Floride d'ici le 18 décembre, où une autre bizarrerie, le vote du Collège électoral, sera connu – constitué de l'ensemble des délégués représentant exclusivement le parti ayant gagné la majorité du vote populaire dans chaque État (entre 3 et 54 délégués par État). Dans le cas où le Collège électoral ne parviendrait pas à accorder la majorité (270 votes) à l'un ou l'autre candidat à cette date, c'est le nouveau Congrès (fédéral) qui devra désigner de l'identité du futur président (et le Sénat du vice-président), à sa première réunion du 6 janvier 2001. En matière d'échéances, le 43<sup>e</sup> président des États-Unis devra au plus tarder être proclamé et prendre possession le 20 janvier 2001.

### \* Politique étrangère

Quoique plusieurs analystes estiment qu'à toutes fins pratiques, la politique étrangère et plus spécifiquement commerciale d'un Gore ou Bush ne différeront pas radicalement, certains points de discordance méritent d'être mentionnés. Si Condoleezza Rice et Paul Wolfowitz sont respectivement nommés Secrétaire d'État et Conseiller à la Sécurité nationale, tout indique que l'agenda international des États-Unis sera redirigé vers des paramètres plus traditionnels que ceux privilégiés par les deux administrations Clinton, notamment vers la réaffirmation de l'axe sécuritaire sur la défense des "intérêts" nationaux "vitaux", entre autres grâce à la mise en place d'un système de missiles, nonobstant le Traité

sur les missiles anti-balistiques et faisant l'oreille sourde aux protestations de la Chine et la Russie. Une administration Bush minimiserait les "nouvelles" questions de sécurité humaine pour privilégier une approche centrée sur la "primauté" américaine, incluant une tendance plus unilatéraliste, plutôt que le recours au "multilatéralisme volontariste" d'Albright. Al Gore de son côté, appuyé, entre autres, par son possible Secrétaire d'État Richard Holbrooke, actuellement ambassadeur aux Nations Unies – et dont on se rappelle l'efficace style de négociations lorsqu'il fut nommé à titre d'envoyé spécial en Bosnie en 1995–, promet de sensiblement poursuivre la ligne de Clinton en clarifiant d'un côté la volonté des États-Unis d'intervenir sur des conflits humanitaires d'envergure, et de promouvoir la démocratie via les instruments du commerce et de l'investissement possiblement adjoints de garde-fous sociaux et environnementaux.

Sur le plan commercial, les deux candidats s'annoncent pareillement pro-libre-échange. Gore promet un retour à des principes démocrates plus traditionnels en prenant une plus grande distance avec les intérêts du secteur privé mais sans s'écarter de la ligne de Clinton, faisant converger intérêts économiques avec promotion de la démocratie, tandis que Bush s'engage à amplifier et diversifier les initiatives commerciales prises sous les administrations précédentes en relançant par exemple, calculs électoraux pour le vote chicano et latino obligent, la priorité sur les Amériques, tout en intensifiant la percée des marchés d'Asie du Sud-Est. Sur les Amériques, Bush suivrait le scénario d'un ALÉNA élargi à de nouveaux membres, le Chili en tête de liste des candidats. Ayant à manœuvrer entre les tendances isolationnistes et internationalistes de son parti, Bush pourrait à la fois faire marche arrière sur la présence des États-Unis dans les forums internationaux telles les Nations Unies (ONU) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout en privilégiant un engagement stratégique et sélectif, avec des vis-à-vis puissants telle la Chine ou la Russie, rivaux plutôt que partenaires.

Plus spécifiquement vis-à-vis du Mexique, les estimations sont que la victoire de l'un ou l'autre candidat ne modifiera pas profondément les paramètres généraux de la relation bilatérale, quoique Gore semblerait être plus ouvert à des discussions possibles sur l'assouplissement des politiques migratoires et l'amélioration des régulations relatives aux migrants documentés, tout en étant manifestement opposé à la mobilité accrue des travailleurs mexicains dans le cadre de l'ALÉNA. Aussi, plusieurs diplomates latino-américains estiment que quel que soit le président élu, il se confrontera nécessairement à un Congrès polarisé où l'antagonisme partisan affaiblira sa légitimité sur toutes nouvelles initiatives commerciales, ce qui rendra difficile l'autorisation du *fast-track* nécessaire au Président pour que les États-Unis adhèrent à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), dont l'entrée en vigueur est initialement prévue pour 2005. Les pronostics sont toutefois que Bush, épaulé par un Congrès à majorité républicaine et un curieux Sénat divisé à 50-50 (Gore à la présidence annulerait le siège de Lieberman et donnerait la majorité 51-49 aux républicains), aurait possiblement de meilleures chances de mener à terme le projet des Amériques, initié sous le mandat de son père.

Dans tous les cas et pour ne pas s'aliéner les voix démocrates comme les pressions émanant des coalitions syndicales et environnementalistes, le futur président aura à jongler avec les patates chaudes des clauses sociales et environnementales à annexer, certainement et au moins en partie – Gore promettant une mince inclusion de législations relatives au travail infantile ainsi que des mesures contre la pollution –, aux accords commerciaux signés par les États-Unis. Pour finir son mandat en beauté, on prendra note du fait que l'administration Clinton vient tout récemment de contracter un accord de libre-échange avec la Jordanie incluant pour la première fois toutes les mesures sociales et environnementales disputées par les États-Unis avec tout nouveau candidat au commerce (autre que la Chine...), ce qui crée un précédent remarquable en la matière, d'autant que le Congrès à majorité républicaine a appuyé l'initiative. À l'occasion du Sommet de l'APEC, les États-Unis ont annoncé l'ouverture de négociations commerciales analogues avec Singapour, accord qui inclurait lui aussi des clauses en matière de travail et d'environnement. Si les négociations sont menées à terme, il s'agirait du premier accord de libre-échange qui serait signé entre les États-Unis et un partenaire commercial est-asiatique, leur premier partenaire commercial dans la région. L'accord inclurait possiblement le secteur des services, les télécommunications et les hautes technologies.

## Mexique

Aux derniers jours d'octobre, le Secrétariat au Commerce et Développement industriel (SECOFI) a décidé de ne pas solliciter la mise en application différée de l'article 303 de l'ALÉNA relatif à l'exemption douanière des produits importés à des fins d'exportation, qui entrera en vigueur tel que prévu le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Le SECOFI a proposé en revanche aux industriels mexicains de mettre en œuvre à partir de janvier 2001 un nouveau programme de promotion sectorielle (*Prosec*), qui viendrait remplacer le Programme d'importation temporaire des exportations (*Pitex*) qui permettait l'importation en quasi-exemption de droits de douanes (de 0 à 5 %) de produits bruts et intermédiaires sans limitations d'origine, destinés à être incorporés aux exportations nationales. L'aspect novateur des programmes *Prosec*, désignés à consolider la compétitivité du secteur privé en facilitant l'accès aux importations bon marché à des tarifs douaniers inférieurs aux 5 %, est qu'ils ne seront pas exclusivement destinés aux entreprises exportatrices, mais incluront maintenant les entreprises de taille plus modeste dont le marché est principalement domestique. Les industriels mexicains réunis dans la Chambre nationale de l'industrie de transformation (Conacita) et d'autres regroupements de producteurs ont cependant rapidement manifesté leur vive inquiétude de ce qu'une libéralisation accrue des règles du commerce sous l'ALÉNA ne vienne décidément anéantir la petite et moyenne entreprise, et ce malgré les programmes sectoriels, puisque ceux-ci facilitent de manière considérable l'importation de biens primaires et intermédiaires auxquels les PME ne seront pas en mesure de faire concurrence.

La seconde ronde des négociations de l'ALÉNA relatives à la libéralisation de plusieurs catégories de biens issus des secteurs de la chaussure, de l'industrie chimique, pharmaceutique et électrique, s'est d'ailleurs conclue à la troisième semaine de novembre. 92 produits de provenance états-unienne (surtout pharmaceutiques) et 51 d'origine canadienne pourront entrer en franchise de douane sur le marché mexicain ; tandis que les États-Unis accorderont des réductions tarifaires substantielles à près de 31 produits mexicains (dont principalement des articles de chaussure et quelques substances chimiques), et le Canada jusqu'à 220 articles en provenance des secteurs mentionnés.

Le Président sortant Ernesto Zedillo a signé dans la seconde semaine de novembre une "déclaration conjointe" sur le libre-échange avec son vis-à-vis à Singapour, le Premier ministre Goh Chok Tong aurait déclaré que de meilleures relations commerciales entre les deux partenaires permettraient aux industriels de Singapour d'utiliser la main-d'œuvre "efficace" et "à bas prix" du Mexique pour la production destinée à être exportée sur le marché américain.

### \* Inauguration

En prévision de la passation des pouvoirs à la nouvelle administration Fox réalisée le 1<sup>er</sup> décembre 2000, le Fonds monétaire international (FMI) a débloqué des fonds totalisant les 1000 millions de \$ des É.U. à la mi-novembre, estimant toutefois que compte tenu de l'équilibre fiscal extérieur, du taux de croissance économique maintenu à des niveaux performants (7% pour 2000), et de la stabilité générale de la transition politique vécue, le Mexique ne semblait pas nécessiter ces ressources. Les nouveaux capitaux sont alloués dans le cadre de l'opération de "blindage financier" préparée par l'administration Zedillo dès l'an dernier en prévision d'instabilités financières post-électorales.

La cérémonie d'inauguration de la nouvelle présidence du Mexique s'est par ailleurs déroulée avec fanfares, trompettes et grands écrans de retransmission directe, un succès d'ensemble malgré les tentatives de quelques éléments du parti sortant de troubler la fête pendant le discours de Vicente Fox par des sarcasmes peu flatteurs. Mexico aura été pendant quelques jours la métropole politique des Amériques, où se sont rencontrés l'ensemble des chefs d'États et de gouvernement de l'hémisphère pour célébrer l'évènement, représentant pour certains l'entrée du Mexique dans le cercle des démocraties, puisqu'il s'agirait de la première fois depuis 1929 qu'une formation (le Parti Action nationale, PAN) autre que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) accède au pouvoir présidentiel.

Plusieurs des figures politiques responsables de la "période de transition" courant des premiers jours de juillet aux derniers jours de novembre ont été nommées aux différents postes clé de l'administration Fox. Les médias ont cependant attiré l'attention sur le fait que les Secrétariats de à l'économie, de l'industrie et de l'énergie ont été délégués à d'illustres inconnus, soit ex-fonctionnaires des gouvernements fédéraux précédents ou hommes d'affaires inexpérimentés sur le plan politique, dont Eduardo Sojo, nommé chef du personnel, Luis Ernesto Derbez, responsable de l'Économie, Ernesto Martens et Pedro Cerisola, entrepreneurs prospères, qui se chargeront, respectivement, des Secrétariats de l'Énergie et du Transport et communications. Le poste des Finances sera occupé par un un ex-fonctionnaire de l'administration Salinas, Francisco Gil Diaz.

Deux postes d'importance, soit celui de Conseiller sur la Sécurité nationale (en charge des questions relatives à la corruption, aux droits humains et à l'accès à l'information) et de responsable aux Affaires extérieures, ont néanmoins été respectivement attribués à des figures publiques plus connues, soit le juriste et politologue Adolfo Aguilar Zinser et le politologue de l'UNAM Jorge Castaneda fils, tous deux remarquables pour leurs positions politiques substantiellement critiques durant les années du mal nommé "libéralisme social" de Salinas. Presque immédiatement après la prise de possession de l'administration Fox, les troupes militaires stationnées au Chiapas dans les quartiers et campements routiers (les fameux "filets" militaires déployés au milieu de nulle part à un croisement de chemins de terre, à la recherche d'armes, de stupéfiants, de voyageurs non munis des documents officiels nécessaires et de "touristes révolutionnaires"), ont commencé d'être rappelées. Fox promet de soumettre aussi rapidement que cette semaine un projet de loi au Congrès afin d'enclencher des négociations de paix avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), les communautés de base et les factions intra-communautaires en résistance depuis le soulèvement éclair du 1<sup>er</sup> janvier 1994. Épaulé du gouverneur du Chiapas Pablo Salazar élu sous le couvert d'un projet de réconciliation pour la région, il semblerait que les ambitions de Vicente Fox d'en finir avec le "problème du Chiapas" aient certaines chances de succès, en autant que les questions des droits politiques et sociaux ainsi que celles relatives au retard économique de la région soient enfin abordées.

Sur le plan de la politique extérieure, Vicente Fox a déjà annoncé peu après son élection le 2 juillet, que la question de l'émigration mexicaine vers les États-Unis serait à l'agenda de son gouvernement. Si M. Fox ne peut guère contraindre le Canada et les États-Unis à accepter de réviser les chapitres de l'ALÉNA relatifs aux travailleurs migrants, reste que des politiques économiques axées entre autres sur le soutien à la demande intérieure, l'appui aux micro et petites entreprises et la modernisation prudente des zones rurales contribueraient à réduire la pression migratoire vers la frontière nord. En attendant l'annonce de stratégies de développement économique viables réduisant la nécessité pour de nombreux mexicains de s'expatrier pour gagner leur vie, la création d'un Secrétariat spécial sur les affaires frontalières promet au moins quelques progrès sur la question de la violation des droits des citoyens mexicains qui tentent la traversée périlleuse de l'autre bord du Rio Grande.

En matière commerciale, Fox épaulé d'un Castaneda résolument pro-panaméricain promet de suivre la lancée "zedilliste" vers la multiplication des initiatives libre-échangistes, avec un sûr penchant vers la zone immédiate d'Amérique centrale— à des fins de développement rural régional pour les États du sud-est de la République, parmi les plus instables mais aussi les plus pauvres ; le Cône Sud pour consolider le leadership du Mexique dans le projet des Amériques; et sans oublier de francs regards vers l'Asie du sud-est, à commencer vers le Japon. (voir à ce sujet la note d'Éric Boulanger, *La nouvelle politique commerciale du Japon : vers des accords de libre-échange avec la Corée, Singapour, le Mexique et le Chili?* Notes et études 00-06, <http://www.unites.uqam.ca/gric/index.htm>)

#### \* Économie

Selon l'OCDE toujours, l'économie mexicaine devrait connaître une croissance proche de 7 % cette année (3,7 % en 1999 ; 4,8 % en 1998), une performance exceptionnelle à laquelle n'ont pas été étrangers le commerce avec les États-Unis et les cours élevés du pétrole. L'inflation continue de baisser, celle-ci pouvant tomber à 8 % en décembre, soit deux points de moins que la cible fixée par la banque centrale. Les investissements, soutenus par la croissance et les entrées de capitaux, ont fortement

progressé cette année, de près de 11 % par rapport à 1999, et la consommation privée a connu une vive poussée, de 8 % cette année. Les exportations continuent d'être soutenues, mais toutefois, les importations ont littéralement bondi cette année, avec le résultat que le déficit de la balance courante s'est creusé et devrait atteindre, selon les premières estimations, - 3,4 % du PIB (-2,9 % en 1999). Le déficit public devrait, quant à lui, se creuser aussi, pour atteindre - 2,3 % du PIB cette année. L'emploi et les revenus progressent mais pas encore à la satisfaction de la population. Pour éviter toute surchauffe de l'économie, l'OCDE recommande, comme il se doit, de maintenir la politique monétaire orientée vers la lutte contre l'inflation et d'accompagner elle-ci d'une plus grande discipline budgétaire, de manière à rapprocher les taux d'inflation de ceux des principaux partenaires commerciaux du Mexique, et ce, d'ici 2003.

## Brèves sur l'hémisphère

- Nouvelle choc : le tristement célèbre Augusto Pinochet est sous mandat d'arrêt depuis le 1<sup>er</sup> décembre, comme auteur intellectuel et co-auteur des crimes contre les citoyens chiliens et d'ailleurs opposés à son régime à partir de 1973. Pinochet sera jugé en cour suprême, et devra aussi répondre aux demandes d'extradition présentées notamment par l'Argentine pour l'assassinat du Général Carlos Prats et de sa compagne. Manifestations massives de joie à Santiago et ailleurs.

- Personne n'était dupe : les États-Unis ont mis en circulation plus de 16 000 documents relatifs à l'intervention de la CIA au Chili dès 1971, et aux relations entre l'agence et des figures politiques clé dans le gouvernement de Pinochet. Les Argentins, parmi bien d'autres, attendent avec impatience et scepticisme la mise en circulation des dossiers relatifs à leur propre histoire, dont l'opération "Condor".

- Autre nouvelle choc, qui fait l'effet d'une bombe : prenant tout le monde par surprise, le Chili vient d'annoncer qu'il entendait reprendre les négociations commerciales avec les États-Unis en vue d'adhérer à l'ALENA. Malgré l'engagement pris en ce sens lors du sommet de Miami, celles-ci avaient été suspendues en raison de l'opposition du Congrès des États-Unis. Depuis lors, le Chili s'était rapproché du MERCOSUR et lorsque le nouveau gouvernement Lagos était entré en fonction en mars de cette année, ce dernier avait clairement annoncé son intention de faire du Chili un membre à part entière de ce regroupement. Les discussions butent cependant sur de nombreux points, dont la question des tarifs douaniers, le MERCOSUR ayant un tarif commun de l'ordre de 14 % et le Chili des tarifs qui tournent en moyenne autour de 5-6 %. Par le fait même, le Chili suspend les négociations avec le MERCOSUR. S'agit-il d'une manœuvre pour amener le Brésil à faire preuve de plus de souplesse, ou d'une réorientation clairement affichée de la politique commerciale, somme toute conforme à ce qui a toujours été l'une des premières priorités du Chili, accéder à l'ALENA ? La question est posée, mais la manœuvre du Chili ne peut que plaire à Washington et mettre un peu plus le MERCOSUR sous tension.. (voir à ce sujet, le cahier de recherche du GRIC, *La politique commerciale du Chili, 1973-1999 : de l'ouverture unilatérale des marchés à la promotion stratégique des exportations*, Fanny Marcoux et Juan Córdova, cahier de recherche 99-7, <http://www.unites.uqam.ca/gric/cahiers.htm>)

- Conformément à sa lettre d'intention du 13 novembre 1998 et à l'accord de confirmation signé avec le FMI pour une période de 36 mois qui en a suivi, le Brésil vient de transmettre à l'organisme international son rapport de progrès sur les réformes économiques en cours et par la même occasion, demander à celui-ci confirmer de nouveau son appui à ces dernières, ce qui ne devrait guère poser problème dans la mesure où l'économie brésilienne continue d'afficher d'excellents résultats. La croissance économique devrait être de l'ordre de 4 % cette année (contre 3,5 % en 1999), l'inflation reste limitée (en dessous de 8 %) et conforme aux cibles que se sont données les autorités monétaires ; les exportations, profitant de la dévaluation du real et de la croissance de l'économie mondiale, ont fortement progressé cette année et les importations ont été contenues, avec le résultat que pour les trois premiers trimestres de l'année, la balance commerciale affiche un surplus de 0.7 milliards \$ É.-U., d'une part, et que le déficit du compte courant devrait être pour l'année en cours sous les 4 % du PIB ; les investissements directs étrangers ont



atteint, pour les neuf premiers mois de l'année, 21,3 milliards \$ É.-U. ; l'emploi progresse rapidement ; et, grâce à la loi de Responsabilité budgétaire adoptée en mai dernier, les réformes entreprises dans les systèmes publics, accompagnées de privatisations, vont bon train, ce qui permet d'entrevoir pour cette année un surplus primaire pour l'ensemble du secteur public de l'ordre de 4 % du PIB et, selon toutes vraisemblances, un surplus budgétaire pour le gouvernement central. (On consultera pour le détail des mesures et des politiques économiques suivies le Mémoire de politiques économiques (Memorandum of Economic Policies) présenté au FMI par le ministre de Finances, Pedro S. Malan, et le président de la Banque centrale du Brésil, Arminio Fraga Neto. (<http://www.imf.org/external/NP/LOI/2000/bra/02/INDEX.HTM>))

- En Colombie, la guérilla, dont les Forces armées révolutionnaires (FARC) a "gelé" à la mi-novembre les négociations de paix amorcées il y a deux ans par le gouvernement Pastrana. Le FARC demande des garanties sur le démantèlement des groupes paramilitaires oeuvrant sur "leurs" territoires du sud, avant de poursuivre tout pourparler visant à en finir une fois pour toute avec une guerre civile larvée qui dure depuis maintenant plus de 35 ans.

- Le climat n'est guère à la prospérité en Argentine, où après avoir traversé un mois de novembre houleux marqué par d'amples fuites de capitaux, puis avoir accepté l'ensemble des pré-requis du FMI en matière de réformes économiques à suivre, en contrepartie de l'obtention d'une ligne de crédit de 20 milliards de \$ des É.U. à débloquent d'un jour à l'autre (et le retour du calme sur les marchés financiers), De la Rúa se confronte à une opposition domestique majeure. Depuis les premiers jours de novembre, des milliers de citoyens et d'organisations de travailleurs ont protesté en bloquant les routes dans l'ensemble du territoire pour demander de l'emploi, des programmes sociaux, des aliments et des vêtements. De nombreuses confrontations avec les forces de l'ordre ont été rapportées, et les manifestations n'ont pas cédé. Le FMI ne plie pas sur l'ampleur des réformes exigées pour débloquent les fonds, les protestataires ne font plus les manchettes mais n'ont pas disparu pour autant. La situation économique est devenue fort critique. La croissance économique est anémique et en deçà des prévisions du début de l'année (au mieux, on ne s'attend guère à une croissance économique supérieure à 2 % pour l'année en cours) ; l'inflation croît, les taux d'intérêt sont élevés, le déficit budgétaire est, malgré les mesures draconiennes prises, plus élevé que prévu (2 % du PIB), le déficit commercial demeure fort élevé malgré la reprise des exportations impulsée par la croissance économique au Brésil (le déficit de la balance courante devrait avoisiner - 4 % du PIB cette année, l'économie est de moins en moins compétitive, et la confiance des investisseurs étrangers n'est plus là. Signe des temps, la dollarisation est aujourd'hui plus que jamais prise au sérieux, de même que la possibilité d'engager également, à la suite du Chili, des négociations commerciales avec les États-Unis en vue d'accéder à l'ALENA. Le scénario d'une cessation des paiements de la dette extérieure n'est pas non plus à écarter. Bref, la situation est chaotique, ce qui n'augure rien de bon et pour le MERCOSUR et pour les discussions en cours sur le libre-échange dans les Amériques. À suivre donc !

- Étrange procédure: fin novembre et à partir de Tokyo où il souhaite maintenant demeurer, Alberto Fujimori a télécopié sa résignation de la Présidence du Pérou. Le Congrès, contrôlé par l'opposition l'avait en effet déclaré "moralement incapable" de servir comme premier mandataire de la nation. Jusqu'aux prochaines élections prévues pour ce printemps 2001, Valentin Paniagua est désigné Président pour assurer l'interim.

- Le retour d'Aristide : C'est sans surprise aucune qu'aux élections de la fin novembre, Jean-Bertrand Aristide a été élu Président, avec 92 % des voix.

- La Banque américaine de développement a accordé un prêt de 100 millions de \$ au Paraguay pour la modernisation de son système routier en vue de faciliter les liens avec ses partenaires du MERCOSUR. Les fonds s'ajoutent à un financement de près de 60 millions avancé par la Corporation andine de développement (CAF).

- La CÉPALC vient de publier un nouveau rapport historique et comparatif sur les réformes économiques de plus de 17 pays d'Amérique latine. Le document est disponible sur le site de l'organisation (<http://www.eclac.org/>).

- El Salvador : Le Fonds monétaire international a pris bonne note, fin novembre, du Plan économique et financier proposé par le Salvador pour mener à bien la dollarisation et surmonter la crise économique et financière dans laquelle est plongée le pays. Les cours élevés du pétrole ont apporté un bol d'oxygène à l'économie, ce qui semble favoriser la reprise économique. Les négociations avec le FMI sont toujours en cours, l'organisme réitérant néanmoins son appui ferme aux réformes en cours ( <http://www.imf.org/external/np/sec/nb/2000/nb00106.htm>).